que nous subissons un véritable ostracisme dans les Territoires.

En conséquence, Nous croyons de Notre devoir, vénérés et chers collaborateurs, d'élever la voix pour protester contre cette méconnaissance de droits scolaires que nous avons de par la Constitution du pays.

Nous avons droit à des écoles séparées et confessionnelles dans les Territoires et nous demandons hautement et instamment que ces droits soient reconnus et protégés au mom nt où l'on organise deux nouvelles provinces.

Nous invoquons le "Pacte Fédéral," si sacré pour les citoyens du Canada, Nous invoquons les promesses solennelles faites au grand pacificateur de 1870, à Notre illustre et regretté prédecesseur. Mgr Taché, au nom de Sa Majesté Britannique. "Par l'autorité de Sa Majesté, je "vous assure qu'après votre union avec le Canada, tous vos "droits et privilèges civils et religieux seront respectés." (Gouverneur-Général) Mémòire p. 33.

"En déclarant le désir et la détermination du Cabinet "Britannique vous pourrez en toute sureté vous servir de "l'ancienne formule; le droit prévaudra en toûte circonstance" (mémoire p 35, (Gouverneur-Général).

Ce droit reconnu officiellement en 1875, nous le réclamons au nom de la bonne foi de la conscience, de l'équité naturelle, aussi bien qu'au nom de la Constitution du pays, et surtout au nom du droit des gens, (jus gentium!)

Nos droits sont aussi sacrés et aussi surs aujourd'hui qu'ils l'étaient en 1875. Et si quelques opportunistes étaient tentés de nous demander le silence en invoquant l'amour de la paix ou l'impossibilité de recouvrer présentement nos droits, nous lui répondrions. "Il ne peut y avoir de paix que dans la justice. On ne prescrit jamais contre le droit. Toute question de principe n'est vraiment réglée que quand elle l'est selon la justice et l'équité. Notre cause est celle de la justice et de la paix parce que c'est la cause de la conscience et de la vérité, et la rérité est comme Dieu. elle ne meurt pas. Et veritas Domini manet in æternum.